

Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne (Note)

Alberto Santos

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701886ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701886ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Santos, A. (1985). Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne (Note). *Études internationales*, 16(3), 589–609.
<https://doi.org/10.7202/701886ar>

Résumé de l'article

Entering the 21st century, the question facing mankind is whether we will be able to find, agree upon and activate solutions adequate to resolve world problems which have plagued the 20th century and which increasingly threaten the 21st. The central argument presented here is that it is only by taking concrete steps at the world level that we can hope to reduce or eliminate the threat to survival which these problems represent.

In order to provide a framework from which prospects for the future of the world organization can be analysed, the "world order" perspective is compared with a more traditional perspective. The challenges that world problems and crises pose for the world organization are examined. Using the fundamental changes undergone by both the League of Nations and the United Nations as an historical basis for scrutinizing the future, the changes that increasingly complex problems may force on the world organization are explored. Changes such as a "reinforced United Nations" (without delegation of sovereignty), a "World Authority" (with partial delegation of sovereignty) or a "World Government" (with major delegation of sovereignty) are evaluated in terms of the world organization's ability to handle potential world crises and problems. The conclusion establishes that there is a pressing need for immediate political action which would aim towards a coalition of all groups researching solutions to world problems and would be based on the "world order" ideology of the majority rather than the "world-oriented" ideology of a self-interested minority.

LE BASCULEMENT VERS LE SUD DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE L'ESPAGNE

Alberto SANTOS*

Il s'agit dans cet essai de proposer quelques éléments de réflexion sur un des aspects les plus saillants de la politique de défense du gouvernement socialiste espagnol, à savoir la réorientation du dispositif de défense vers le Sud.

Durant les deux dernières années le gouvernement de M. Felipe Gonzalez a pris en effet d'importantes mesures afin de matérialiser la gestion de l'immense espace qui couvre l'axe Baléares-Canaries en passant par le détroit de Gibraltar, axe qui est au centre des préoccupations du PEC (Plan Strategico Conjunto), document clef de la politique de défense qui a un caractère secret et dont la rédaction devait se terminer à la fin de l'année 1984¹. Parmi les innombrables mesures entreprises pour renforcer les dispositifs techniques de sécurité dans le Sud, il convient d'en signaler deux qui découlent de la politique de restructuration des forces armées mises en place par le ministre de la Défense, M. Serra, à savoir la valorisation de la troisième région militaire et l'unification des régions militaires de Séville et de Grenade. Ces deux mesures, que nous détaillerons plus loin, sont révélatrices d'une rupture à l'égard de ce qui était au centre de la politique stratégique depuis Franco, à savoir la politique de dissémination et d'une discontinuité dans la mesure où le Bassin méditerranéen devient aussi prioritaire sinon plus, que l'Atlantique.

La restructuration des forces armées engagée depuis 1982 sonne en effet le glas de la stratégie centrée sur la politique de dissémination, qui consistait comme le mot le laisse entendre, à disperser le plus grand nombre possible de militaires (ils étaient encore plus de 400 000 en 1975) sur l'ensemble de l'espace continental et insulaire ainsi que dans les colonies africaines de Ceuta et de Melilla. Cette politique stratégique a dominé durant toute la période autarcique qui va de 1939 aux années cinquante, mais elle est rentrée progressivement en sommeil dès la moitié des années soixante².

Les moyens dont se dote l'Espagne pour revaloriser l'espace méditerranéen occidental ainsi que la partie Sud-Ouest européenne et nord-africaine de l'Atlantique induit à penser qu'il y a une sorte de réveil de la dimension de l'identité méditerranéenne de l'Espagne, pays qui possède une façade maritime sur cette mer plus importante que sur l'Atlantique (1 664 kms contre 1 481)³, mais qui était devenu un pays essentiellement atlantique à partir du désenclavement de la fin des années cinquante.

* *Chargé de Recherches au Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'Études stratégiques, Paris.*

1. Le nouveau PEC précise les objectifs définis par celui de la cuvée 1980 notamment en ce qui concerne les zones d'intérêt national et les zones d'intérêt primaire, voir *El Pais* du 28 mai 1984.
2. Avec le boom économique des années soixante, l'ébranlement de la politique de dissémination s'accélère. Le contenu des relations sociales et l'identité culturelle des peuples de l'Espagne sont alors lourdement secoués, il en va de même pour l'armée qui a été cependant celui des « *poderes facticos* » qui a le plus résisté aux bouleversements induits par la modernisation de l'économie. Voir *Spain in Crisis: The Evolutionary Decline of Franco Regime*, Harvester Press of Sussex, 1976; A. SANTOS « l'intégration non-dite », *La péninsule luso-ibérique, enjeu stratégique*, cahier 18, F.E.H.D.N., 1981.

3. Michel DRAIN, *La géographie de la Péninsule Ibérique*, Paris, PUF, 1972.

Revue Études internationales, volume XVI, n° 3, septembre 1985

L'abandon définitif de la politique de dissémination et l'esquisse d'une nouvelle perception de l'espace méditerranéen et de la partie Sud-Ouest européenne et nord-africaine de l'Atlantique traduisent et annoncent un changement dans la politique stratégique de l'Espagne, dont il n'est pas aisé de saisir la nature profonde, car il n'y a pas d'explication claire des raisons qui ont conduit le gouvernement socialiste à matérialiser ce que nous nommons le basculement vers le Sud de la politique de défense. Il n'existe pas de discours stratégique permettant d'appréhender la signification des mutations qui s'opèrent sous nos yeux, même si ici ou là on peut trouver quelques rares commentaires de personnalités politiques et militaires ou encore de brèves transcriptions dans les journaux espagnols de certaines fuites concernant le nouveau PEC⁴ qui induisent l'analyste à penser que ce basculement est l'expression d'un souci de sécurité qui résulte, comme nous le verrons plus loin, de l'existence de sources potentielles de menaces sur la rive sud de la Méditerranée.

C'est pourquoi nous allons ici nous limiter à apporter quelques éléments de discussion sur trois hypothèses qui concernent les retombées éventuelles de ce basculement sur l'Espagne elle-même, sur le devenir de l'OTAN et des relations bilatérales avec les États-Unis.

I – LE BASCULEMENT VERS LE SUD EST UNE FORME DE PRÉPARATION ET D'ANTICIPATION À DES CONFLITS PÉRIPHÉRIQUES.

Le devenir de Ceuta et Melilla ainsi que l'évolution du contentieux de Gibraltar qui, bien que continuant à engendrer quelques difficultés⁵, est aujourd'hui en voie de résolution, sont au centre des préoccupations des gouvernants actuels comme ils l'étaient pour ceux qui les ont précédé.

Pour ce qui est du devenir de Gibraltar, M. Felipe Gonzalez dès le début de son mandat, a fait de sa récupération un axe prioritaire de sa politique. Selon lui, il est impossible que les forces armées espagnoles soient dépendantes pour la défense de leur territoire d'une force qui occupe selon l'Espagne et l'ONU une partie de leur territoire national⁶. Gibraltar est pour l'Espagne une pièce fondamentale de leur zone défensive qui couvre l'axe qui va des Baléares aux Canaries et Açores et il n'est pas question pour le gouvernement de cesser de revendiquer les trois mille kilomètres carrés occupés par les Anglais sur le roc de Gibraltar, ainsi que le contrôle du Détroit lui-même qui a environ 58 kms de long et 13 de large et par où transitent une moyenne de 300 bateaux par jour.

L'affaire des possessions africaines de Ceuta et Melilla est naturellement bien plus délicate et embarrassante que celle de Gibraltar. Les hommes politiques ainsi que les militaires espagnols qui ont d'ailleurs toujours considéré ces deux villes comme faisant partie de l'héritage de l'unité et de la dignité nationale, se sont toujours montrés inquiets quant à leur avenir.

Dans son discours d'investiture de novembre 1982, M. Felipe Gonzalez a insisté sur la dimension africaine de l'Espagne et sur la nécessité d'élargir les relations avec les pays

4. *El Pais*, ibid.

5. À propos de l'histoire et des implications stratégiques de Gibraltar, voir Abdallah ELFALEH « Gibraltar: microcosme géopolitique en Méditerranée occidentale », *Revue Stratégique*, N° 15, 1982, « La question de Gibraltar » in *La Péninsule*, op. cit.

6. Position défendue par M. Gonzalez lors de son discours d'investiture en novembre 1982. Le ministre des Affaires étrangères, M. Moron, affirmait alors que la situation de Gibraltar était incompatible avec l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, *El Pais*, du 24-6-1983.

arabes voisins, il a précisé que son pays avait des intérêts stratégiques en Afrique du Nord : la défense et la sécurité de Ceuta et Melilla.

Aujourd'hui la sécurité de ces deux colonies devenues espagnoles depuis respectivement 1580 et 1496, est un des soucis majeurs du gouvernement socialiste. La crainte d'une détérioration des relations avec le Maroc qui accentue les revendications sur ces deux villes ainsi que sur le contrôle des espaces maritimes méditerranéens environnants et de l'espace atlantique qui entoure les Canaries, archipel qui risque de devenir également une source de conflits mais qui n'est pas aujourd'hui une revendication d'actualité, n'est sûrement pas étrangère à la concentration de troupes et de moyens militaires sophistiqués dans le Sud.

Cette concentration qui résulte de la nouvelle définition stratégique de l'espace territorial espagnol envisagée par le nouveau PEC, induit entre autre la valorisation de la troisième région militaire et l'unification des régions militaires de Séville et de Grenade.

La troisième région militaire qui comprend les provinces de Valence, Alicante, Murcia, Castellon et Albacete, tend à devenir un lieu de concentration d'importantes quantités de matériel militaire dont des F18 A⁷ qui seront stationnés à Manises (près de Valence) ainsi qu'un nombre important de mirages F1.

Le programme de modernisation des forces aériennes (FACA) étudie actuellement la construction d'abris spéciaux pour les F18 A et prévoit l'installation d'entrepôts pour du matériel nécessaire à l'appui logistique et pour différentes sortes d'armements dont les missiles Tornado.

Il est envisagé d'améliorer les systèmes anti-aériens et les réseaux de radars, notamment ceux installés dans les Îles Baléares situées dans la partie la plus avancée de la Méditerranée occidentale et à un endroit qui domine l'entrée et la sortie de cette mer, ainsi que dans les villes nord-africaines de Ceuta et Melilla situées à environ 50 kms l'une de l'autre.

Les effectifs de l'Armée de l'Air qui sont aujourd'hui de 33 000 hommes seront en augmentation dans la troisième région militaire. Pour ce qui est de l'Armée de Terre, son équipement y sera également rénové. Les forces terrestres seront équipées d'hélicoptères légers de fabrication américaine du type Black-Hawk et d'hélicoptères moyens du type Chinok, de missiles Chaparroles, Rolondo et de missiles anti-chars Tow 2.

L'Armée de Terre est parmi les trois armes celle qui reçoit la part la plus importante des crédits globaux pour la modernisation de ses forces soit 54 % du total des crédits⁸. En 1983 les crédits de l'Armée de Terre étaient déjà en augmentation de 16,97 % par rapport à 1982, tendance qui s'est poursuivie en 1984 avec un montant des crédits de l'ordre de 141 000 millions de pesetas⁹.

La concentration des moyens militaires dans cette région est accompagnée par un déploiement des effectifs militaires, ce qui peut surprendre dans la mesure où la politique

7. Avion qui possède une autonomie maximale avec deux réservoirs supplémentaires de respectivement 3 800 km, soit 2 000 miles nautiques et de 760 km soit 400 miles nautiques, et qui peut transporter 7 700 kg d'armes. Selon la marine américaine, la vitesse de cet avion équipé de missiles AIM 7 et AIM 9, de canons de 20 mm est de 2.333 km/heure. Le coût du F18 est de 200 000 millions de pesetas, ce qui équivaut à une somme supérieure à 26 billions de dollars pour les 72 avions achetés et qui normalement seront payés en huit ans.

8. « La política de defensa y los gastos militares en España », *Economía de Defensa*, Informacion Comercial Espanola, N° 592, décembre 1982, voir également *El País* du 16 mai 1983.

9. *Military Balance* 1982/83 du International Institute for Strategic Studies et SIPRI YEARBOOK 1983, Stockholm International Peace Research Institute.

actuelle vise à réduire de façon draconienne les effectifs des forces armées qui sont aujourd'hui de l'ordre de 347 000 hommes, chiffres qui n'incluent pas les forces paramilitaires, qui elles dépassent les 100 000 hommes¹⁰. Selon le programme de l'Armée de Terre (META) les forces terrestres qui constituent environ les $\frac{3}{4}$ du total des forces armées soit 260 000 hommes verront en 1987 leur nombre réduit de près de 100 000 hommes. Cette importante soustraction visera essentiellement les conscrits (environ 250 000 au total) mais aussi des professionnels qui passeront de 41 000 à environ 35 000. Le programme META prévoit également une reformulation du service militaire, dont une des caractéristiques est la création d'une armée de volontaires ainsi qu'une révision de la durée du service militaire qui passera progressivement de 15 à 12 mois, il envisage aussi d'accroître le nombre des militaires stationnés dans les îles Baléares et qui sont aujourd'hui au nombre de 5 800 ainsi qu'à Ceuta et Melilla (19 000 hommes) et prévoit un processus de démantèlement progressif des DOT (Brigade d'Infanterie de Défense Opérationnelle du Territoire).

Le budget de la marine qui comprend environ 34 000 hommes est lui aussi depuis deux ans en nette progression, il représentait en 1983, 24 % du budget total¹¹. Ce budget permettra une multiplication des unités de marine (environ un millier de personnes) nécessaires à la surveillance et au contrôle du Plateau continental et de la ZEE (Zone économique exclusive) de l'Espagne, mais aussi le renforcement des unités de lutte anti sous-marine (avions, hélicoptères et missiles anti-navires) dans les régions côtières continentales et à Ceuta et Melilla ainsi qu'au contour de l'archipel des Baléares et au large du Golfe de Valence où on a récemment trouvé des gisements de gaz et de pétrole.

L'unification des régions militaires de Séville et de Grenade vient renforcer le dispositif de défense dans le Sud. Cette unification résulte de la réduction des régions militaires de 9 à 6 prévue dans la politique de restructuration des forces armées.

Les régions côtières à proximité du Détroit de Gibraltar et particulièrement celle de Rota située à 11 kms de Cadix et à environ 60 milles du Rocher, seront renforcées en hommes et en matériel. Des F18 A seront installés dans la base des Moron près de Séville.

Le groupe d'intervention de la marine récemment créé sera basé à Rota à partir de 1986. Il est aussi question de faire stationner à Rota le commandement amphibie de la marine ainsi que davantage d'unités de combat. Le déploiement de ce groupe d'intervention entre Rota et les Canaries revalorisera l'importance de cet archipel où seront également installés des F18 A (Gando, Grande Canarie), il assurera aux dires des responsables politiques la sécurité du Triangle atlantique Gibraltar – Canaries – Açores – zone classée comme d'intérêt primaire. Étant donné la nature des accords bilatéraux hispano-américains, tout porte à croire qu'aussi bien Rota que Gando deviendront des lieux privilégiés de la co-participation hispano-américaine dans le domaine militaire et stratégique.

La réorientation du dispositif de défense vers le Sud est accompagnée d'une identification imprécise, ambiguë, et mitigée de l'existence d'un hypothétique ennemi provenant du Sud. La classe politique et la classe militaire espagnoles tendent à s'appuyer sur une série d'arguments qui tournent en effet autour de la menace marocaine.

Alors que les militaires semblent redouter la puissance militaire du Maroc, les hommes politiques tout en craignant le renforcement de l'armée marocaine, insistent davantage sur les

10. La Garde civile avec ses 65 000 hommes dépasse l'ensemble des trois corps des Forces armées portugaises. La Policía Nacional est constituée d'environ 40 000 hommes et les forces de surveillance maritime sont composées de quelques milliers de personnes. *Military Balance*, 1982/83, pp. 40-41.

11. *Military Balance*, *ibid.*

effets de la poussée démographique, ainsi que sur les retombées des conflits bilatéraux en matière de pêche et sur l'évolution de la conjoncture régionale.

À entendre les militaires qui ne se débarrassent que très difficilement des vieux stéréotypes de la lutte contre le Maure, les forces armées marocaines ont acquis du fait de leur participation dans l'inextricable conflit du Sahara Occidental, un savoir-faire guerrier et une combativité qui constitue une menace en soi.

Il est vrai que l'équipement et le degré de spécialisation et de discipline des forces militaires et para-militaires marocaines se sont beaucoup améliorés au cours de la dernière décennie, ceci grâce à l'aide apportée par les États-Unis¹² dans les années soixante-dix. En 1975, la vente d'armes au Maroc fut 37 fois supérieure à celle de 1974. Depuis cette année les crédits militaires octroyés au Maroc augmentent de façon considérable, ils sont en 1979 en augmentation de 50 % par rapport à 1978. Ces crédits et la vente de matériel de guerre sont complétés par un nombre toujours croissant de techniciens américains qui pour la plupart sont sous l'autorité du MUSLO (Maroc US Liaison Office)¹³.

Le dernier accord signé en 1982 intensifie davantage la coopération militaire entre les deux pays. Cependant, l'armée marocaine qui est composée d'environ 144 000 hommes, dont 125 000 dans l'armée de terre¹⁴, ne peut pas se mesurer militairement avec l'armée espagnole ni qualitativement ni quantitativement. Les militaires espagnols savent qu'ils peuvent aisément affronter toute velléité guerrière de la part de leur ennemi éventuel. Le Maroc, tout comme l'Espagne s'arme en grande partie grâce à des accords militaires avec les États-Unis, ce qui ne semble pas inquiéter outre mesure les militaires espagnols qui ont toutefois manifesté timidement leur surprise par la réalisation de manoeuvres conjointes américano-marocaines en Méditerranée durant le mois de novembre 1982, soit à peu près au moment où le gouvernement socialiste espagnol prenait ses fonctions.

Le dernier accord bilatéral Maroc-USA signé en 1982 et qui a une durée de 6 ans offre aux Américains des possibilités d'avoir un droit de regard et de contrôle sur la ligne oblique Canaries – Açores – Madère ainsi que sur l'ensemble de la Méditerranée occidentale. Les États-Unis ont actuellement des droits et des facilités multiples sur le territoire marocain, ils améliorent notamment les systèmes radars et de communication navals et aériens qu'ils y possédaient et cherchent à créer d'autres petites installations militaires¹⁵. La base de Kénitra gagne de l'intérêt. Les États-Unis ont également des droits de transit dans d'autres bases et aérodromes du Maroc qui deviennent actuellement un champ de manoeuvres pour leurs troupes sans pour autant y stationner de façon permanente.

La poussée démographique de la rive sud de la Méditerranée (le Maroc comptait 7 millions d'habitants en 1956, année de l'indépendance politique, il en comptait en 1984 23 350 000), le degré de tension voire même la constance des affrontements à propos de la pêche entre le Maroc et l'Espagne, problème qui est comme on le sait significatif du rôle majeur que joue la mer dans la sécurité des États, semble préoccuper davantage les hommes

12. Le type et la dimension de la coopération avec le Maroc a même provoqué des remous au sein du Congrès. À ce propos, voir Stephen J. SOLARZ « Arms for Morocco » *Foreign Affairs*, winter 1979/80. Sur la coopération militaire elle-même, voir « Congressional Presentation US Security Assistance Programm for FY 1980 » US Printing Office, W.D.C. 1979.

13. « Profiles of military assistance advisory groups in 15 countries » Study by the Staff of US General Accounting Office, sept. 1978.

14. *Military Balance* 1984/85.

15. Outre les facilités qu'ils possèdent dans la base aérienne et navale de Kénitra, les États-Unis ont accès à de multiples installations éparpillées sur le sol marocain ainsi qu'à Ceuta et Melilla ainsi qu'à des bases aériennes comme celles de Nouassent, Sidi Sliman, Ben Guérir et Bensliman.

politiques que celui du renforcement de l'outil militaire. À ces deux facteurs il convient d'en ajouter un autre qui a trait à ce qui se passe au niveau régional, il s'agit des retombées éventuelles des derniers accords conclus entre la Libye et le Maroc en août 1984. Cet accord semble accentuer les craintes de la classe politique espagnole sur le devenir des villes de Ceuta et Melilla, de Gibraltar ainsi que dans une moindre mesure des îles Canaries elles-mêmes. Le gouvernement espagnol s'est empressé de dire que cet accord n'aurait pas d'incidence sur les schémas stratégiques de l'Espagne et qu'il ne compromettrait pas les plans stratégiques dans la Méditerranée occidentale et dans l'Atlantique. L'accord maroco-lybien risque pourtant de mettre sur le devant de la scène politique internationale la question de Ceuta et Melilla, comme en témoigne la dernière prise de position de l'Organisation de l'Unité Africaine. Lors du dernier sommet de l'OUA à Addis Abeba, où il a été décidé d'admettre la République du Sahara Occidental, fait qui fut perçu dans l'opinion publique internationale comme une défaite diplomatique du Maroc, la quasi totalité des membres de cette organisation africaine ont apporté leur soutien aux revendications du Maroc sur les villes de Ceuta et Melilla. Le gouvernement espagnol est conscient que le Maroc est déterminé à récupérer ces deux villes et qu'en cas de confrontation l'OUA ainsi que le monde arabe soutiendront Hassan II. C'est peut-être là une des raisons qui conduisent le gouvernement espagnol à envisager de négocier un accord militaire avec l'Algérie qui avait signé un traité avec la Tunisie et la Mauritanie avant l'accord maroco-lybien.

En outre, la participation effective des forces armées espagnoles aux structures de commandement politico-militaire de l'OTAN est également présentée par de larges secteurs politiques comme une entrave supplémentaire aux mesures de contrôle que le Maroc aurait envisagées à court terme sur les deux enclaves africaines. Le gouvernement socialiste tout en déclarant qu'il n'entend pas faire pression sur Washington, pour qu'il contribue à la résolution de cette affaire ainsi qu'à la question de Gibraltar et à celle de la pêche avec le Maroc mais aussi avec le Portugal et la France, dit clairement qu'il espère que son allié et partenaire privilégié use de son influence pour mener à bien la résolution de ces contentieux. L'Espagne espère en effet que les États-Unis puissent amener Rabat et Londres, alliés également privilégiés de Washington, à assouplir leurs revendications sur des territoires que l'Espagne considère comme des espaces de sa souveraineté nationale.

Le fait que la classe militaire et politique puisse aujourd'hui définir bien que de façon très ambiguë les Marocains comme des ennemis hypothétiques n'est pas en soi surprenant. La crainte du danger sudiste est en effet une constante dans l'histoire moderne de l'Espagne, qui ne s'est pas totalement effacée depuis qu'elle a rejoint progressivement à la suite de la démission du gouvernement de monsieur Arias Navarro en juillet 1976, le club des démocraties européennes. La tenue fréquente de colloques, de débats et de conférences encouragées et subventionnées bien souvent par les gouvernements de centre-droite sur des thèmes comme celui de Gibraltar, du Sahara Occidental et des colonies de Ceuta et Melilla témoigne de l'existence de conflits mal contenus et de la persistance craintive de l'ennemi arabe.

À première vue, on pourrait peut-être tenter de dire qu'il n'y a pas de déplacement véritable de la perception de la menace, cependant, ceci mérite d'être nuancé car si d'un côté le gouvernement est conduit à identifier d'une façon imprécise et ambiguë l'ennemi venant du sud, d'un autre côté il intensifie les relations avec l'ennemi supposé, le Maroc. Le gouvernement socialiste a manifesté à plusieurs reprises sa détermination d'approfondir les liens avec Hassan II ainsi qu'avec d'autres pays arabes. L'intensification des relations avec le Maroc a d'ailleurs été un des éléments centraux du discours d'investiture de M. Gonzalez qui s'est rendu par ailleurs en visite officielle au Maroc en mars 1983. À la fin de l'année 1984, ce fut au tour du ministre de la Défense, M. Serra qui en novembre 1982 avait déjà annoncé

la mise en place d'un accord militaire hispano-marocain¹⁶, d'être reçu avec tous les honneurs par le roi Hassan II. Des exercices conjoints des forces aériennes marocaines et espagnoles réalisés dernièrement dans le détroit de Gibraltar expriment bien l'entente entre les deux gouvernements. Ce bon voisinage a d'ailleurs provoqué un volte-face radical dans la politique étrangère du gouvernement et du PSOE, qui a été amené à réviser sa position à l'égard du Polisario¹⁷.

La définition ambiguë et imprécise du gouvernement sur la nature de la menace confond l'opinion publique elle-même qui nous paraît être loin de faire cause commune avec les gouvernants dans l'identification de l'ennemi sudiste et rend perplexe l'analyste qui, face à l'absence d'explications d'ordres stratégiques sur le basculement vers le Sud, est amené à voir dans les structures de sécurité créées dans le Sud des instruments de préparation et d'anticipation à des conflits éventuels.

II – LE BASCULEMENT EST L'EXPRESSION DE LA DÉTERMINATION ET DE LA VOLONTÉ DU GOUVERNEMENT DE PRENDRE UNE PLACE IMPORTANTE DANS LA NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL AU SEIN DE L'OTAN

Un des soucis majeurs des gouvernements socialistes est d'occuper « la place qui lui revient dans le concert des nations »¹⁸. Selon le ministre de la Défense, l'Espagne ne veut pas d'ennemis mais elle est déterminée à jouer un rôle dans les abords sud méditerranéens de l'Europe et particulièrement dans la partie Sud-Ouest européenne de l'Atlantique.

Les questions qui se poseront demain à l'Espagne après le référendum prévu pour la fin 1984 puis pour 1985 et maintenant fixé au début de l'année 1986¹⁹, n'est pas à notre avis celles de savoir si la promesse électoraliste du PSOE qui affirmait sa détermination à réétudier la présence de l'Espagne dans l'OTAN sera tenue, ni celle de savoir comment l'Espagne contribuera à la défense occidentale qui date d'ailleurs de 1953, elle est plutôt de savoir quelle sera la place qu'occupera l'Espagne dans la nouvelle division du travail au sein de l'OTAN.

Depuis le 30 mai 1982, l'Espagne est dans l'OTAN et non pas avec un pied à l'intérieur et un autre à l'extérieur, elle en est le seizième membre, ce qui est une grande première dans la mesure où pour la première fois depuis les guerres napoléoniennes, l'Espagne s'ouvre véritablement à des alliances politico-militaires avec les pays européens²⁰. L'Espagne restera à notre avis dans l'OTAN mais il devient nécessaire que le gouvernement socialiste puisse obtenir le soutien de la majorité du peuple espagnol qui selon les derniers sondages n'est toujours pas favorable à l'OTAN, et surtout qu'il puisse définir de façon précise les formes et les modalités de sa participation, ce qui conduira obligatoirement à une refonte organisation-

16. *El Pais* du 22 juin 1983.

17. Depuis la création du Polisario en 73, le PSOE n'a jamais cessé d'apporter son appui au peuple sahraoui. Les gouvernements de MM. Suarez et Sotelo ont aussi, toujours laissé entendre qu'ils reconnaissaient la RASD. L'ambiguïté, l'indécision de l'actuel gouvernement a amené le Polisario à demander au PSOE et au gouvernement espagnol de se prononcer définitivement sur leur lutte.

18. *El Pais* du 19 juin 1983.

19. Le gouvernement de M. Gonzalez laisse entendre que le référendum s'effectuera en avril 1986.

20. À l'exception du Pacte ibérique, aboli en 1977, à la suite de la signature à Madrid d'un traité de coopération et d'amitié entre les peuples espagnol et portugais. Ce pacte produit de l'aménagement des dictatures salazaristes et franquistes n'a jamais été conçu en termes d'alliance et surtout de coopération politico-militaire entre les deux peuples.

nelle tant au niveau du SACEUR que du SACKLAND, voire même à réactualiser la polémique qui s'est installée en 1984 sur la restructuration de la direction politique et militaire de l'OTAN²¹.

Le gouvernement socialiste qui n'a jamais ouvert véritablement le débat sur la question de la participation effective de l'Espagne aux structures militaires de l'OTAN, question qui est avant tout d'ordre politico-stratégique, sera amené au cours de l'année 1985 à poser cette question sur la place publique.

Pour obtenir l'adhésion du peuple espagnol qui lui fait défaut aujourd'hui, le gouvernement sera contraint de créer des instruments de mobilisation de l'opinion publique. Il insistera très probablement sur les avantages qui pourront en résulter pour l'Espagne tant sur le plan économique que politique. La participation à l'OTAN apparaîtra sûrement de plus en plus étroitement liée à l'entrée dans la CEE prévue pour 1986. Il est bien loin le temps où la position qui prévalait chez les socialistes était de dire que tant que l'Espagne n'était pas membre de la communauté économique européenne, il n'y aurait pas de participation à l'OTAN²². Actuellement, c'est plutôt l'inverse qui se produit. À force de constater que les affinités politiques et idéologiques avec certains pays européens ne jouent plus, les socialistes espagnols ont tendance à s'appuyer sur l'appartenance à l'OTAN pour rejoindre le club des Dix. Le Premier ministre lui-même laisse entendre aujourd'hui que la sortie de l'OTAN provoquerait une méfiance profonde de la part des pays européens, et créerait une situation de déséquilibre sur la scène internationale²³.

Le gouvernement socialiste mettra également l'accent sur la levée d'une série d'obstacles qui auparavant l'empêchait de se définir clairement à l'égard de l'OTAN, comme la crainte d'accentuation de nucléarisation de l'Espagne ainsi que la peur d'être amené à participer à une guerre nucléaire limitée en Europe ou dans les régions périphériques.

Le gouvernement fera aussi certainement valoir que sa participation à l'OTAN renforcera le souci de garder sa marge d'autonomie dans la politique de coopération avec les pays latino-américains, africains et arabes.

Mais, bien que le gouvernement continue à se prononcer pour la non-intégration « complète » dans la structure militaire de l'OTAN, ce qui risque à notre avis de prendre une place importante d'ici le référendum, ce sont les problèmes d'ordre stratégique qui résulteront de sa participation, problèmes qui sont aujourd'hui étudiés minutieusement par un groupe de travail interministériel.

Tout porte à croire que l'Espagne fera valoir les trois mille kilomètres de côte qu'elle possède en Méditerranée et sur l'Atlantique et qu'elle revendiquera notamment le commandement de l'Iberlant ainsi que celui de la Méditerranée occidentale.

La revendication du Comimberlant, dont le siège est actuellement à Oeiras, près de Lisbonne, semble être accompagnée d'une proposition de création d'un *commandement*

21. À propos de cette polémique, voir la *Revue de l'OTAN*, nos 3 et 4 de 1984. Luigi SAPATIELLO dans un article intitulé « la structure de l'OTAN doit-elle être remaniée » s'en prend à Henry Kissinger qui propose dans le *Time Magazine* de mars 1984 que la direction politique de l'OTAN (secrétaire général) soit assumée par un Américain et que la direction proprement militaire (Saceur) soit assurée par un Européen.

22. *El País* du 6 et du 22 juin 1983.

23. Lire l'interview de M. Gonzalez à *Politique étrangère*, no 3, oct. 1982, et le *Washington Post* du 31 octobre 1982.

*ibérique unifié*²⁴. Cette proposition avancée déjà en 1981 par M. Alberto Oliarte, ministre de la Défense du gouvernement de M. Sotello a été au départ très mal accueillie par le gouvernement portugais, qui a par contre favorablement réagi à la revendication espagnole d'établir dans la région de Gibraltar un nouveau commandement OTAN sous direction et sous drapeau espagnol qui aura pour fonction le contrôle du détroit et de l'espace environnant méditerranéen et atlantique.

La position du gouvernement portugais à l'égard des revendications de l'Espagne semble avoir évolué depuis l'entrée en fonction du gouvernement de M. Soares. Aux dires du ministre des Affaires étrangères M. Gama, il est normal que des ajustements voire des changements se produisent au niveau de l'exercice des responsabilités régionales à partir du moment où l'Espagne décidera avec ou sans référendum de participer pleinement au fonctionnement des structures militaires et politiques de cette organisation. Toujours selon M. Gama, qui au lendemain de la victoire des socialistes portugais en avril 1983 affirmait encore que le Portugal n'accepterait jamais la création d'un commandement ibérique unifié, Lisbonne souhaite demander des compensations en échange de sa « souplesse », notamment pour ce qui est de l'épineux contentieux Luso-Espagnol à propos de la pêche²⁵.

Il serait intéressant de vérifier si la refonte organisationnelle qui risque de se produire au niveau des structures militaires de l'OTAN, plus précisément au niveau du SACEUR et du SACKLAND apportera des révisions à la zone d'intérêts communs hispano-américaine qui comprend un espace dépassant les 10 400 000 miles carrés englobant des espaces maritimes sous contrôle du SACEUR en Méditerranée occidentale et du SACKLAND aux abords sud de l'Atlantique²⁶, mais qui ne comprend pas toutefois les villes de Ceuta et Melilla qui comme on l'a vu occupent une place importante dans la nouvelle stratégie de l'Espagne.

Les revendications de l'Espagne ont été également bien accueillies par les États-Unis, qui avaient d'ailleurs approuvé l'empressement de M. Sotello à déposer à Bruxelles le 2 décembre 1981 la demande d'adhésion à l'OTAN. Les États-Unis ont considéré dès 1981-1982 que la participation de l'Espagne à l'OTAN contribuerait à rendre plus équitables les négociations avec l'URSS, qui durant l'été 1982 avait multiplié les mises en garde à propos de l'entrée de l'Espagne au sein de l'OTAN en affirmant notamment qu'elle adopterait des mesures appropriées au cas où cela s'effectuerait. M. Carillo, qui était à ce moment le Secrétaire général du Parti communiste espagnol, affirmait que l'URSS pourrait être amené à installer des bases militaires en Libye et en Yougoslavie comme contre-partie de l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN²⁷. Les Soviétiques considéraient alors que l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN était un facteur de déséquilibre entre l'Est et l'Ouest et un instrument d'incitation à la course aux armements.

24. L'hypothèse de la constitution d'un commandement unifié ne date pas de 1981, elle a été souvent mise en avant par des responsables politiques et militaires portugais et espagnols, ainsi que par des observateurs politiques. Parmi les adeptes de cette hypothèse, on compte l'ex-ministre portugais de la défense des premiers gouvernements constitutionnels socialistes, M. Firminio Miguel (Portugal), « A Espanha e a Nato, F. Miguel, Instituto de Altos Estudos Militares », avril 1979, Lisboa. Parmi les adeptes espagnols, voir Antonio Sanchez-Osorio « Espana en la OTAN » ed. Defensa, 1978. Il semble que la proposition de M. Oliarte, rejetée en 81 avec force par des responsables militaires portugais fut vivement discutée au sein de l'OTAN et que M. Joseph Luns, ex-secrétaire général de l'OTAN, ait décidé avec la connivence de certains pays membres dont les États-Unis, de geler temporairement cette affaire.

25. A. SANTOS, *Paix et Conflits*, no 6, GSD/CIRPES, 1984.

26. « La délimitation de l'espace maritime péninsulaire » in *La péninsule luso-ibérique*, op. cit.

27. À ce sujet voir *Atlantic Community Quarterly*, 1982, vol 20, no 2 et *Le Monde* du 10-09-1982.

Les États-Unis ont également considéré que la participation de l'Espagne à l'OTAN bénéficierait à la fois à l'OTAN et à l'Espagne dans la mesure où l'accès à des renforts provenant de l'autre côté de l'Atlantique serait grandement facilité et que les possibilités d'appui logistique par le biais des bases américaines en Espagne ainsi que les possibilités d'évacuation en cas de conflit augmenteraient considérablement. L'Espagne elle-même pourrait, une fois dans l'OTAN, moderniser ses forces armées et contribuer ainsi au renforcement du flanc sud de l'Europe et au contrôle des principales routes de communications maritimes, notamment celles venant du Cap, de l'Atlantique sud et des Caraïbes. L'assentiment des États-Unis à l'empressement de la demande d'intégration dans l'OTAN n'a rien de surprenant, bien que par le passé les Américains n'aient pas montré un enthousiasme débordant à propos de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN²⁸.

L'assentiment américain apparaît comme l'aboutissement logique des liens étroits qui l'unissent à l'Espagne depuis une trentaine d'années, mais il est toutefois intéressant de noter que lors de la victoire des socialistes en octobre 1982, les Américains manifestèrent plus de patience que les autres membres de l'Alliance atlantique à l'égard des positions ambiguës et contradictoires des membres du gouvernement socialiste.²⁹

En effet, alors que les Américains affirmaient que c'était au gouvernement espagnol de décider du moment qu'il jugerait opportun pour préciser sa participation aux structures atlantiques³⁰, la plupart des pays alliés estimaient que les hésitations du gouvernement ne pouvaient pas durer indéfiniment et le pressaient à se décider au plus vite.

Personnellement, nous sommes tentés de dire que ce qui compte par dessus tout pour les États-Unis est que la participation de l'Espagne à l'OTAN n'affecte pas les accords bilatéraux et qu'ils puissent notamment continuer à utiliser les grandes bases et les petites installations qu'ils possèdent en Espagne, ce en quoi d'ailleurs la majorité des Espagnols semblent plutôt hostiles³¹. L'important est que les accords bilatéraux hispano-américains ne soient pas mis en cause par le gouvernement espagnol, le dernier accord qui fut ratifié en décembre 1982 par les socialistes est perçu par M. Gonzalez lui-même comme « une pièce fondamentale de la défense des intérêts nationaux »³². Cet accord inclu des garanties américaines de défense du territoire espagnol, ce qui est considéré comme une victoire par rapport aux gouvernements antérieurs qui n'ont jamais réussi à obtenir ces garanties. Les bases américaines sont également jugées par le Premier ministre comme des pièces utiles pour la sécurité de l'Espagne et le maintien de la démocratie³³.

28. Sur l'évolution de l'attitude américaine à l'égard de la participation de l'Espagne à l'OTAN, voir « le caractère mouvant de la position américaine » chap 2, IV^e partie in « La péninsule » *op. cit.* Pour ce qui est de l'attitude de l'Administration Reagan, elle se résume en deux mots : compréhension et espoir. Compréhension pour ce qui est de la non précipitation de l'Espagne à participer entièrement aux structures militaires et politiques et espoir qu'après avoir étudié le dossier les Espagnols se décident pour leur maintien dans l'OTAN. À ce sujet, voir *El País* du 30 mai 1983.

29. *International Herald Tribune* du 30 juin 1983.

30. *Ibid.*

31. C'est ce qui résulte de la plupart des sondages. Le quotidien *El País* du 2 juin 1983 faisant l'état d'un sondage réalisé auprès des habitants de Saragosse confirme que 75 % des interviewés se disent contre l'existence de la base américaine dans la région.

32. *El País* du 12-12-1982.

33. Depuis le XXVII^{ème} Congrès réalisé en 1976, le PSOE s'est toujours manifesté contre la fermeture des bases américaines. Cela n'a pas empêché que l'administration Reagan ait manifesté après l'arrivée des socialistes au pouvoir une certaine crainte quant à leur avenir. Voir *Diario de Sesiones del Congreso* año 1981, no. 190, 191, 192, 193, Cortes; le *New York Times* du 30 octobre 1982.

Le fait que l'Espagne fasse partie de l'OTAN est aussi pour les Américains un moyen de pouvoir développer de façon permanente les unités de la sixième flotte dans la Méditerranée occidentale ainsi que de développer des unités de la RDF au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Ouest et de donner une plus grande efficacité à la deuxième flotte dans l'Atlantique.

Tout ce qui peut prédisposer le gouvernement espagnol à matérialiser sa contribution à la défense occidentale et à la défense européenne est bien accueilli par Washington qui voit là, entre autres, une façon d'alléger leur forte participation financière aux dépenses de l'OTAN qui pour les années 1985-1990 sont cinq fois plus importantes que celles de la période 1980-1985.

La position des États-Unis à l'égard des problèmes soulevés par l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN peut être également perçue comme un palliatif à la perte de confiance de l'opinion publique espagnole à l'égard des États-Unis, laquelle semble s'être accrue à la suite de la tentative de coup d'État de février 1981 et particulièrement avec la prise de position de M. Haig³⁴, voire même être perçue comme un moyen compensateur de leur déclin hégémonique.

Le basculement vers le Sud est certes un instrument de renforcement de la sécurité occidentale et de la sécurité de l'Europe. Le gouvernement socialiste se prononce clairement pour l'augmentation des budgets de l'ensemble des pays membres de l'OTAN³⁵. Aux dires de M. Serra, qui fait aujourd'hui ouvertement campagne pour l'entrée dans l'OTAN³⁶, l'Espagne ne peut pas se satisfaire des 2 % du PNB versés à la défense, pourcentage qu'il arrondit en le diminuant³⁷ et qui n'inclut pas les 3,4 billions de pesetas et les 415 millions de dollars octroyés annuellement par les États-Unis dans le cadre des accords bilatéraux, ni les 3 500 millions de dollars relatifs aux contrats de défense bilatéraux signés en 1982/1983³⁸.

Selon le ministre de la Défense espagnol, la souveraineté nationale vaut beaucoup plus, même s'il faut contrôler chaque centime³⁹. En 1983, les dépenses militaires ont augmenté de 4,3 par rapport à 1982, tendance qui semble s'être maintenue en 1984⁴⁰.

Dans un récent article⁴¹, M. Moron, ministre des Affaires étrangères, insiste également sur la nécessité de la participation des États-Unis à la sécurité de l'Europe. Tout en déclarant

34. L'ex-secrétaire d'État à la Défense M. Haig commenta alors la tentative de coup d'État du 23 février 1981 en termes d'affaire éminemment intérieure, ce qui a provoqué un tollé de protestations de la classe politique espagnole et a réveillé le sentiment anti-américain toujours présent dans le peuple espagnol. Des enquêtes et des sondages récents confirment clairement la permanence de ce sentiment dans l'opinion publique. Des sondages de la DATA transcrits par *El País* et d'autres quotidiens montrent par exemple que seulement ¼ des Espagnols adultes qui votèrent aux élections de Mars 1979 étaient favorables à l'amélioration des rapports avec les États-Unis. Voir Eusebio MUJAL-LEÓN « Reigning in Spain » *Foreign Policy*, summer 1983. Dernièrement une enquête de l'agence nationale EFE et de l'Institut de sondage DYM sur l'existence ou non d'ennemis, révèle que 51 % des Espagnols pensent que leur pays a des ennemis, la France apparaissant comme l'ennemi no 1 suivie du Maroc, puis de l'Angleterre. Voir *El País* du 12 mars 1985.

35. M. MORON « L'Espagne et l'Europe », *Politique Étrangère*, no 1, 1984.

36. *El País* du 20-1-1985.

37. En 1982 les dépenses militaires de l'Espagne représentaient 12,1 % des dépenses totales de l'État soit environ 2,6 % du PNB. Voir *Military Balance* 82/83, p. 126.

38. Pour une évaluation de l'aide américaine à l'Espagne voir: « Foreign Assistance and related programs appropriations for 1984 », Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations, House of Representatives, 98th Congress, 1^{re} Session, Government Printing Office, W.D.C., 1983, pp. 1 327-1 336.

39. *El País* du 2 juin 1983.

40. *Sipri Yearbook*, 1984.

41. M. MORON, *op. cit.*

que l'Espagne est disposée à étudier sérieusement toutes les dispositions destinées à instaurer une dynamique politique qui favoriserait une stratégie typiquement européenne en matière de sécurité, le gouvernement socialiste donne toujours une emprise à la participation des États-Unis à la sécurité de l'Europe.

Cependant, le basculement nous paraît être davantage un outil de négociation de la participation de l'Espagne aux structures militaires et politiques de l'OTAN, qui témoigne de sa volonté de jouer un rôle important au sein de cette organisation.

III – LE BASCULEMENT EST UN FACTEUR INHIBITEUR DE L'INTERVENTION DES MILITAIRES SUR LA SCÈNE POLITIQUE ET UN FACTEUR STIMULATEUR DE LA COHÉSION DES FORCES ARMÉES

Lorsque l'on suit attentivement l'évolution de la situation politique depuis la mise en place de la politique de restructuration, on est amené à constater que les pronostics qui allaient bon train en ce qui concerne le retour à l'emploi de la violence militaire, s'estompent quelque peu. L'observateur a aujourd'hui la nette impression que la crainte de l'intervention des militaires s'est beaucoup atténuée depuis la fin 1982. La fermeté et la détermination dont font preuve le roi et le gouvernement socialiste à propos des problèmes majeurs qu'affronte la société espagnole comme le terrorisme, ainsi que l'image toujours populaire de M. Gonzalez, ne sont sûrement pas étrangères à l'accalmie régnant actuellement au sein des forces armées et des forces paramilitaires qui selon l'article 97 de la Constitution de 1978 sont subordonnées au pouvoir civil.

Le fait d'accumuler de nouvelles connaissances techniques, de s'entraîner au maniement d'armes perfectionnées, de participer de façon plus intensive à des manoeuvres internationales et nationales semble avoir également contribué à mettre momentanément un terme au cycle d'interventions constantes des militaires espagnols dans la vie politique⁴² et à avoir

42. Il n'est pas aisé de déterminer avec précision le moment où les militaires espagnols ont commencé à intervenir dans la vie politique. Les périodes de menace et de peur comme la peur des Maures, des protestants, des juifs, des convertis, des brigands, des routiers ainsi que les périodes de famine et de peste ont permis aux militaires de prendre une place importante dans la gestion de la société. Pour les uns, l'emprise des militaires se produit à partir du règne des rois catholiques, ceci notamment parce que l'Espagne après les règnes d'Isabelle et de Ferdinand a vécu durant un siècle et demi sur le pied de guerre tant sur le plan extérieur qu'intérieur. Le poids des militaires sur la société pendant cette période a toutefois eu des hauts et des bas. Certains événements ont lourdement affecté le moral de l'armée et donc leur pouvoir, comme ce fut le cas au moment de la défaite de l'armada espagnole en 1588. Pour d'autres, c'est à partir de la fin du XVIII^{ème}, début du XIX^{ème} siècle, que l'emprise des militaires s'est faite le plus sentir. Quand on regarde de près l'évolution de la société espagnole à partir de cette période, on constate, il est vrai, ô combien les *pronunciamientos* des militaires sont constants. Rares sont les années où il n'y a pas d'intervention ou de tentative d'intervention de la part des militaires. Parfois ils interviennent, même à deux ou trois reprises dans la même année. C'est une période à partir de laquelle l'armée a pour fonction principale celle de réprimer l'ennemi intérieur, bien qu'elle soit également présente sur des théâtres extérieurs comme en Amérique Centrale et en Afrique du Nord. Le traumatisme provoqué par la défaite dans la guerre hispano-américaine de 1898 n'a que peu atténué le caractère interventionniste et répressif de l'armée espagnole. Parmi la riche littérature sur l'histoire militaire espagnole, il y a lieu de citer *Ejército y política* du Comte de Ronanones, ed. Renacimiento Madrid, 1920 et l'ouvrage du Général DIAZ d'ALEGRIA *Ejército y sociedad*, ed. Alianza 1972; Julio BUSQUETS, *Pronunciamientos y golpes de estado en España*, Ediciones Planeta, Madrid 1982.

rapproché les militaires de la société civile⁴³. Le fait d'annoncer un ennemi sudiste et de donner à la hiérarchie militaire les moyens humains et matériels de le contrecarrer en cas de besoin n'est pas non plus étranger à l'atténuation de la crainte d'intervention militaire.

Les mesures et les mécanismes choisis par le gouvernement pour composer avec l'armée semblent réussir à détourner les militaires des problèmes intérieurs tels que le terrorisme et la question nationale, ils introduisent davantage de cohésion et d'harmonie au sein des forces armées et permettent de calmer les secteurs les plus virulents de l'armée. C'est là un procédé qui bouscule l'attitude de l'ensemble des partis politiques représentés au Parlement à l'égard de l'armée. Par le passé, les socialistes ont fait preuve d'excès de zèle, voire d'obsession à l'égard de la puissance de l'armée en lui donnant bon gré mal gré la possibilité de jouer à la fois le rôle de chronomètres, de tuteur et de filtre de l'évolution du processus démocratique. Aujourd'hui l'ensemble des mesures et des mécanismes mis en place semble permettre de gagner à la cause démocratique un nombre grandissant de militaires.

Il est à souhaiter que les moyens envisagés pour démocratiser l'armée n'aient pas d'effets contraires à ceux escomptés et que le gouvernement puisse suivre avec la plus grande attention l'évolution des forces spéciales récemment créées et qui auront entre autres pour mission le maintien de l'ordre intérieur, ainsi que l'évolution des forces paramilitaires qui ont un poids considérable dans la structure du pouvoir et qui sont aujourd'hui en augmentation (plus de 100 000) et en réorganisation constante⁴⁴.

IV – AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

À première vue le basculement vers le Sud qui, comme on l'a laissé entendre, s'appuie grandement sur les accords bilatéraux hispano-américains, semble permettre à l'Espagne de se doter d'une capacité d'intervention jusqu'alors inexistantes en Méditerranée occidentale et sur le versant Sud-Ouest de l'Atlantique, ainsi que de mieux négocier sa place et son rôle au sein de l'OTAN en revendiquant notamment la responsabilité des commandements régionaux et de décourager d'éventuelles initiatives interventionnistes des militaires sur la scène politique.

Il est un fait que l'accord de 1982, considéré par M. Gonzalez lui-même comme le meilleur du point de vue technique et politique que l'Espagne ait faite jusqu'à aujourd'hui⁴⁵ apporte des avantages économiques financiers, politico-diplomatiques et stratégique-militaires. Le gouvernement socialiste, tout en étant conscient de sa dépendance à l'égard de la technologie importée, mise beaucoup sur les retombées du dernier accord pour créer une technologie typiquement autochtone.

Depuis l'accord hispano-américain de 1953 et surtout après la promulgation de la loi de 1959 qui a offert des conditions très favorables de pénétration du marché espagnol, les importations de technologies militaires et civiles sont dominées par les entreprises américaines qui sont aujourd'hui selon M. Gonzalez lui-même, les premiers administrateurs de biens

43. Pour une évaluation de la place des militaires au niveau décisionnel, voir Julio BUSQUET, *El militar de Carrera*, Biblioteca de Sociología, Barcelona, 1971; DIAZ D'ALEGRIA, *Ejército y Sociedad*, Ediciones Alianza, 1972. J. ACOSTA SANCHEZ, *El desarrollo capitalista y democracia en España*, Dicos Barcelona, 1975. Guy HERMET, *L'Espagne de Franco*, Paris, Armand Colin, 1974.

44. « La spécialisation économique régionale et les militaires » in *La Péninsule luso-ibérique...*, op. cit.

45. *El País* du 12 décembre 1982.

de l'Espagne⁴⁶. Pour donner naissance à une technologie typiquement espagnole, le gouvernement s'appuie essentiellement sur les transferts de technologie militaire inhérents aux accords bilatéraux, en manifestant la volonté de regarder de près leurs aboutissements. L'achat de 72 F-18 A à la firme américaine de Mc Donnell Douglas est souvent cité en exemple⁴⁷. Les éléments micro-électroniques et de technologie avancée qui incorporent cet avion d'attaque apparaissent comme un répondant aux préoccupations d'émancipation technologique. Aux dires de M. Serra, ce type de transfert aura de effets positifs dans le court terme sur le développement des industries militaires et sur l'industrie aéronautique de pointe⁴⁸.

Actuellement, les autorités espagnoles exercent aussi des pressions sur les multinationales implantées sur leur territoire pour qu'elles investissent une part de leur profit dans l'amélioration de la technologie locale, elles cherchent à multiplier les accords bilatéraux en matière d'armement avec d'autres pays européens.

L'État espagnol injecte également une partie importante des compensations provenant des accords bilatéraux dans ce secteur qui occupe plus de 70 000 personnes et qui connaît aujourd'hui une productivité et un rythme de production relativement élevé. À travers l'INI (Instituto Nacional de Industria) l'État a investi en 1983 un capital de 146 fois % supérieur à celui de 1982 dans la valorisation de ces entreprises qui ont été durant les années soixante un des facteurs de stimulation relative de la croissance et qui ont contribué à l'accélération de l'intégration de l'Espagne aux systèmes d'échanges internationaux⁴⁹, et qui aujourd'hui sont très tournées vers l'exportation⁵⁰.

Mais c'est le renforcement de la coopération militaire entre les États-Unis et l'Espagne qui prédomine, cette coopération apparaît comme un des éléments essentiels de la politique de défense espagnole. Le gouvernement considère que la présence d'environ 12 000 soldats américains sur le sol espagnol ainsi que la valeur du matériel existant dans les grandes bases et dans les multiples petites installations militaires, sont bénéfiques du point de vue du schéma défensif et de sécurité de l'Espagne⁵¹.

46. Lors de son voyage officiel aux États-Unis en juin 1983, M. Gonzalez rappelle que les États-Unis sont le plus grand administrateur de biens espagnols (4 357 millions de dollars), *El Pais*, 24 juin 1983.

47. Les liens entre des secteurs de l'industrie d'armement américaine et certains militaires espagnols se sont beaucoup développés dans les années soixante et soixante-dix. En ce qui concerne l'armée de l'air espagnole, ces liens se sont intensifiés à la suite du remplacement des Phantoms, malgré l'achat de quelques mirages F-1 à la France. Pour ce qui est des F-18 les négociations ont débuté en 1978. Au départ l'État-Major de l'air espagnol et Mc Donnell envisagèrent de conclure un contrat d'achat de 144 F-18. Le coût de ces appareils amène le gouvernement espagnol de M. Suarez, puis de M. Sotelo à n'envisager l'achat que de 84 avions. Le gouvernement socialiste de M. Gonzalez a réduit le nombre à 72 en mettant un terme le 31 mai 1983 à la polémique centrée autour du choix entre l'avion européen Tornado et l'avion américain F-18.

48. *El Pais* du 19-6-1983. En 1984 le ministre de la Défense a signé un accord de protection d'information militaire classifié avec les États-Unis.

49. De la riche littérature à ce sujet, il y a lieu de citer l'ouvrage collectif de Juan MUNOZ, Santiago ROLDAN et SERRANO, *La internacionalization del capital en Espana*, Editorial Quadernos para el Dialogo, Madrid, 1978. José SUREDA *Editorial Quadernos para el Dialogo*, Madrid, 1978. José SUREDA *Rôle de l'État dans le développement économique de l'Espagne*, Paris, Éditions Mouton, 1963.

50. L'industrie d'armement est une des industries les plus tournées vers l'exportation. Entre 1976/1977 et 1981/1982, les exportations ont été multipliées par 5, elles représentent environ 60 % de la production. Les investissements dans les industries militaires passent de 5 727 à 14 112 millions de pesetas entre 82 et 83. Voir *Sipri Yearbook* de 1984 et *El Pais* du 16 mai et du 9 juin 1983.

51. *El Pais* du 12-12-1982.

M. Serra conçoit la coopération militaire entre l'Espagne et les États-Unis comme une nécessité première. L'étude que des experts militaires américains et espagnols mènent actuellement à Boston en vue de l'installation en Espagne de deux programmes d'alerte et de contrôle nommés Combat 2 et Combat 3 témoigne selon lui de la nature des liens en matière de défense qu'ils entretiennent avec les États-Unis, liens qui se sont beaucoup développés à la suite de l'accord de 1976, particulièrement dans le cadre de l'État-Major commun⁵². Le programme Combat 2 sera prêt à court terme, il coûtera à l'Espagne la bagatelle de 40 000 millions de pesetas.

La politique de coopération militaire hispano-américaine offre sûrement des possibilités d'accès à l'accumulation de certains éléments technologiques, mais il est fort surprenant de constater que les gouvernants ne disent pas un mot sur les inconvénients de cette politique et que les spécialistes espagnols eux-mêmes négligent leur portée.

Le basculement vers le Sud, qui comme on l'a vu est indissociable des accords bilatéraux hispano-américains, est certes un outil de renforcement de la puissance militaire de l'Espagne qui fait de la projection des forces un élément de la notion de sécurité et un instrument qui matérialise davantage la contribution de l'Espagne à la défense occidentale dans la mesure notamment où par ce biais elle contribue à contenir d'éventuels desseins de l'URSS sur l'Europe du Sud. Selon l'OTAN, l'URSS a la possibilité de contourner la défense de l'Europe par le Sud, en perturbant notamment les approvisionnements en pétrole et/ou en matières premières qui transitent par les voies de communication atlantiques et par la Méditerranée et qui sont nécessaires au fonctionnement des économies nationales⁵³.

Cependant, il est important de mesurer les implications négatives éventuelles du basculement vers le Sud sur le devenir de l'Espagne ainsi que de réfléchir aux inconvénients qui peuvent en résulter pour l'Europe et la Méditerranée elle-même. L'Espagne qui, d'ailleurs, n'a jamais cherché à faire monter les enchères très haut en ce qui concerne la menace soviétique provenant de l'Atlantique et qui aujourd'hui développe les accords de coopération avec l'URSS, notamment dans le domaine maritime et commercial⁵⁴ n'est actuellement pas en mesure d'assurer le contrôle et la surveillance de l'immense espace concerné par le basculement, voire même de maîtriser leur propre ZEE (Zone économique exclusive) qui selon le traité hispano-américain de 1976 est gérée conjointement avec son allié privilégié⁵⁵.

En laissant « la noble tâche » de contrôle de ces espaces maritimes à une puissance étrangère, le gouvernement de M. Gonzalez, tout en entreprenant un important effort de modernisation des forces navales et aériennes, perpétue la présence de mentalités foncière-

52. Comité créé en 1970 qui avait pour fonction principale celle de coordonner les intérêts espagnols et américains en matière de défense, notamment la défense maritime et aérienne. Avec la création du Conseil hispano-américain en 76 de multiples comités furent installés. Ces comités supervisés par le Conseil sont concernés par le développement de tous les domaines de coopération, particulièrement le militaire. Voir « El tratado hispano-americano de 70 », *Documentation internationale*, anno 1976.

53. La France est un des pays européens les plus dépendants en matières premières et en ressources énergétiques. Environ ¾ des approvisionnements, dont elle a besoin, transitent le long des voies de communication atlantiques et par la Méditerranée.

54. « La délimitation de l'espace maritime » in *La Péninsule luso-ibérique*, op. cit.

55. À la fin mai 83, M. Moran a signé à Moscou un accord de coopération maritime avec l'URSS qui développe notamment par l'intermédiaire de la Sovinflat des accords avec l'Espagne en matière de pêche. L'industrie de pêche soviétique a par ailleurs des intérêts dans d'autres pays comme en Suède, aux États-Unis et dans plusieurs pays du Tiers-Monde, notamment à Cuba, en Angola, au Mozambique, en Guinée etc.

ment continentalistes au sein de la hiérarchie militaire, qui comme le gouvernement, se prononce ouvertement pour l'augmentation de l'armement conventionnel espagnol et européen et pour le réajustement du *burden-sharing*.

Il est également peu probable que l'Espagne puisse accéder à moyen terme à la propriété technologique escomptée par les transferts de technologie. La mise en place d'une technologie typiquement espagnole n'est pas une affaire simple. Lorsqu'on se penche par exemple sur les retombées technologiques des F18 A, on convient aisément que ce type de transfert ne fournit pas aux Espagnols la possibilité d'accéder à la connaissance des systèmes technologiques qui composent cet avion. L'acquisition par tranches de ce type d'avion considéré par les Espagnols, et non par les Américains comme un engin très sophistiqué, ne semble pas aller au-delà de la simple transmission d'un savoir-faire technique qui concernerait uniquement l'entretien et la répétition de certaines opérations standardisées qui requièrent comme on le sait une longue assistance technique.

De plus, l'Espagne est un pays qui continue à manquer d'assises scientifiques et technologiques, et de chercheurs. À notre connaissance, elle ne possède toujours pas de centre de recherches digne de ce nom dans les secteurs-clés de l'économie comme l'industrie militaire et les industries automobile, pharmaceutique et chimique⁵⁶. En outre, la volonté exprimée ces dernières années par l'Espagne allant dans le sens de la promotion d'une technologie autochtone est peu perceptible au niveau des investissements dans les programmes R & D (Recherche et Développement) qui sont d'ailleurs presque inexistantes si on les compare à ceux des autres pays développés⁵⁷. Les programmes R & D de l'Espagne sont par ailleurs en constante régression depuis 1976⁵⁸. En 1980, l'investissement dans la R & D dite militaire représentait 1,4 % du budget total R & D, soit environ 0,91 % des dépenses militaires de l'Espagne.

Il ne fait pas de doute que l'Espagne ne pourra que très difficilement profiter des transferts de technologie militaire pour reproduire et développer la technologie importée. Outre la série d'inconvénients d'ordre technique mentionnés ci-dessus, qui restreignent la capacité de l'Espagne à projeter ses forces vers le sud et particulièrement sur le triangle Açores-Gibraltar-Canaries, il y a également des inconvénients d'ordre politique et idéologique.

La façon dont le gouvernement conçoit la politique de coopération militaire avec les États-Unis, a des conséquences sur l'autonomie de l'Espagne dans la définition de sa propre politique de sécurité. La nature des accords bilatéraux donne aux États-Unis un droit de regard sur des éléments qui touchent à la haute information et aux décisions aussi bien dans le domaine strictement militaire et stratégique que dans le domaine de la politique industrielle. Ces accords introduisent bon gré mal gré, une sorte de co-responsabilité dans la définition de la politique de sécurité qui restreint la marge de manoeuvre dans la politique extérieure menée par M. Moron, qui constate non sans raison, que dans le monde d'interdépendance qui est le nôtre, l'Espagne ne peut pas revendiquer une indépendance abolue⁵⁹. Cette

56. Les produits de ces industries sont généralement à 100 % à brevets étrangers, comme c'est le cas de Corsa (Opel) modèle entièrement mis au point aux États-Unis. L'exemple d'Opel est aussi celui de Ford (Fiesta) et de bien d'autres entreprises comme celles qui produisent des fibres synthétiques et des médicaments.

57. Alors que la France a dépensé 2 686 millions de dollars dans des programmes R & D en 1980 et 3 091 en 1983, ce qui représente environ 1/3 des dépenses R & D des États-Unis, l'Espagne n'a dépensé en 1980 que 3,6 millions de dollars, somme qui n'a pas subi d'augmentation dans les années suivantes. *Sipri Yearbook*, 1984.

58. *Ibid.* En 1976 le R & D était de 21,5 millions de dollars et en 1980 il ne dépasse pas les 3,6 millions de dollars.

59. M. MORON, *L'Espagne et l'Europe*, op. cit.

coresponsabilité a des incidences sur l'imprécision et la confusion qui caractérisent la politique étrangère de l'Espagne comme on peut le sentir par exemple dans la timide diversification des transferts de technologie avec d'autres pays européens ainsi que dans les excès de prudence à l'égard de la politique américaine en Amérique centrale et Amérique du sud.

La façon dont le gouvernement met en pratique le déploiement vers le sud, se cantonne purement et simplement à l'idée qu'il vaut mieux anticiper que de rester les bras croisés, elle n'est nullement accompagnée d'une idéologie offensive à l'égard de l'ennemi qui est d'ailleurs défini de façon ambiguë et imprécise. L'Espagne ne cherche qu'à devancer par anticipation les intentions éventuelles du Maroc sur les villes de Ceuta et Melilla, ce qui conduit, à la pénétration de représentations et de symboles nouveaux de type militariste, mais cela ne lui donne pas la capacité de structurer et de mentaliser ses forces armées et en particulier les appelés en vue de participer à des actions sur les théâtres d'opérations situés dans le sud ou en dehors du périmètre de l'OTAN.

V – VERS LA CONSTITUTION D'UNE TÊTE DE PONT DE LA R.D.F.

La Méditerranée occidentale, ainsi que l'espace maritime qui borde les deux presqu'îles qui sont la tête de pont de l'Europe (le Portugal et l'Espagne) et celui qui entoure les îles des Açores, de Madère et des Canaries sont aujourd'hui un enjeu de la représentation des conflits stratégiques mondiaux, sans devenir pour autant l'épicentre de la géopolitique mondiale.

L'URSS qui a beaucoup développé sa marine depuis le remplacement en 1955 de l'Amiral Nicolai Kuznetsov par l'Amiral Sergei Gorshkov, est bien présente en Méditerranée, mer semi-fermée qui représente environ $\frac{1}{50}$ ^{ème} de l'océan Pacifique, et a considérablement accru sa présence dans l'Atlantique dans les années 1970 qui ont vu l'intégration à la flotte soviétique du premier grand porte-avion. Les Soviétiques affrontent toutefois des handicaps non négligeables dans la compétition pour la maîtrise des mers et particulièrement dans la zone qui entoure les îles atlantiques des Açores, de Madère et des Canaries. Un des handicaps majeurs de l'URSS, puissance continentale par excellence avec plus de 6 000 kms de frontières terrestres, réside dans ces difficultés à accéder à l'Atlantique. En effet, l'URSS qui possède 23 000 miles de côtes, ce qui représente le double de la longueur des côtes américaines, a des possibilités très limitées pour faire intervenir ces forces navales et aériennes en-dessous de la ligne « oblique » formée par le Groënland, l'Island et la Grande-Bretagne. Le nombre très réduit de facilités militaires dont elle dispose dans la région est un autre handicap majeur. À notre connaissance les Soviétiques ne possèdent que des bases flottantes en Méditerranée, mer sur laquelle les États-Unis ne distribuent pas seuls les cartes depuis les années 60, mais en nombre moins important que celles qu'ils possèdent dans l'océan Indien⁶⁰.

Les États-Unis qui ont toujours manifesté dans leur histoire un intérêt particulier pour l'Atlantique, puis lors de la Deuxième Guerre mondiale pour la Méditerranée, font de l'espace concerné par ce basculement un des points centraux d'application de leur stratégie maritime.

60. Voir entre autres Robert E. HARKAVY, *Great Power Competition for Overseas Bases. The Geopolitics of Access Diplomacy*, Oxford, Pergamon Press, 1982; Gerald E. MILLER, « An Evolution of the Soviet Navy » in *The Soviet Threat: Myth and Realities*, New York, Academy of Political Science, 1978; James L. GEORGE, *The Problems of Sea Power as we approach the 21st century*, Washington D.C., American Enterprise Institute, 1977.

Quand on regarde aujourd'hui de près le type de clivages qui existe entre les principaux courants qui dominent la pensée stratégique américaine⁶¹, on s'aperçoit que tous reconnaissent, bien qu'à des degrés différents, la nécessité d'avoir la supériorité dans le domaine maritime. La recherche de supériorité maritime n'est pas, il est vrai, un fait nouveau dans l'histoire américaine. Il n'est sûrement pas exagéré de dire que celle-ci a toujours été une des préoccupations majeures des stratèges américains, notamment depuis 1886, année durant laquelle l'Amiral Mahan a remplacé le Comodore Luce à la tête du NWC (National War College) et surtout à la suite de la guerre hispano-américaine de 1898⁶². Depuis lors, les faiseurs de stratégie (*think-thanks*) américains n'ont jamais cessé de suivre de près l'impact des grands changements qui ont eu lieu dans le domaine maritime sur l'évolution des relations internationales⁶³.

Cependant, la volonté de maîtriser les mers n'a jamais occupé une place aussi prioritaire dans la politique de sécurité nationale que dans la période de désordre économique et financier et d'instabilité politique mondiale que nous connaissons depuis 10 ans.

Sous Reagan, qui avait fait du développement déficient des forces de marine un des principaux cheval de bataille de sa campagne électorale, les aspects maritimes deviennent la priorité des priorités de la politique de sécurité⁶⁴. La concentration maximale de l'effort sur tout ce qui peut assurer le contrôle des voies de communications maritimes et la maîtrise des ressources existantes dans les fonds marins était pourtant déjà une des priorités du gouvernement de M. Carter⁶⁵.

61. La littérature sur les deux principales écoles de pensée stratégique américaine, à savoir celle articulée au départ par l'armée de terre et qui prône la corrélation des forces entre les stratégies terrestres, aériennes et navales et celle qui insiste sur les fondements de la suprématie de la stratégie maritime, est très abondante. Voir, TURNER and G. THIBAUT, « A Next Military Strategy », *Foreign Affairs*, Fall 1982; Robert KOMER, « Maritime Strategy or Coalition Defense? », Jeffrey RECORD and Robert HANKS, *US Strategy at the Cross Roads: Two Views*, Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis, 1982; Keith A. DUNN and William S. MAIER, « Strategic Implications of the Continental Maritime Debate », *The Washington Papers*, no 107, 1984; James NATHAN and James OLIVER, *The Future of US Naval Power*, Indiana University Press, 1979.

62. F.D. KENNEDY, « Naval Strategy for the Next Decade », *National Defense*, avril 1983.

63. *Ibid.* et « US Foreign Policy Objectives and Overseas Military Installations », U.S. Senate, 96th Congress, 1^{re} Session, C.O. Background, Washington D.C., 1979.

64. Lorsqu'on suit l'évolution des budgets militaires depuis 1981, on constate aisément que la partie la plus importante du gâteau revient à ce qui a trait aux missions de la marine. Quand on examine par exemple la redistribution des 1,6 trillion de dollars prévus pour la réactivation des forces de défense pour les années 82-86, on observe que la priorité est donnée aux forces et aux moyens militaires dont a besoin l'école qui prône la suprématie maritime. Une partie importante de 750 millions de dollars demandée par le JCS (*Joint Chief of Staff*) qui se plaignait de ne pas avoir les moyens de sa politique, est investi dans la modernisation des forces de marine. Voir les revues spécialisées comme *Naval War College Review*, *Naval Proceedings*, *National Defense*.

65. Contrairement à une idée souvent émise, le développement de la marine américaine est réel sous Carter. Après 76, période marquée il est vrai, par une floraison d'écrits cultivant le mythe du « démodage » de la marine américaine, on perçoit un saut qualitatif et quantitatif important. Un sort particulier fut donné au perfectionnement et à la mise en place d'instruments de type nouveau intégrant les systèmes de défense aérienne et maritime, comme les Aegis. En 1976, M. Rumsfeld présentait un programme de construction de navires de surface équipés de Aegis, tels que les CSGN (croiseur d'attaque) les destroyers DDG 47, les DD/963 et de quelques sous-marins qui s'élevait à 28 billions de dollars. Voir *Issues Budget Papers* « Planning US General Purpose Forces: The Navy », Congress, Washington D.C., 1976. Voir aussi A. SANTOS, « Quelques éléments sur les dessous de la politique de sécurité américaine », Miméo GSD/CIRPES 1984.

Tout en continuant à insister sur l'idée que l'Amérique est une île, la classe politique américaine dans son ensemble est d'accord pour dire que l'isolement géographique de l'Amérique ne joue plus, et que sans supériorité maritime toute possibilité de contrôler l'immense étendue des océans qui recouvre environ les $\frac{4}{5}$ de la surface de notre planète, est compromise. Le dynamisme des structures qui constituent le *Center for Naval Warfare Studies*, centre créé en 1981 et présidé par l'ex-secrétaire d'État à la Marine, M. Robert Murray⁶⁶, n'est sûrement pas étranger au fait que les aspects maritimes sont aujourd'hui au centre de la politique de sécurité nationale.

Il ne fait pas de doute aujourd'hui que l'ensemble de l'espace concerné par le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne est une des priorités de la stratégie maritime américaine. Les îles atlantiques portugaises et espagnoles et l'espace maritime environnant sont un véritable cordon de sécurité pour l'Occident. Les bases, piliers principaux de la présence militaire américaine, ainsi que les moyens militaires sophistiqués qui y sont reliés, tels que les systèmes de radar, les systèmes d'accoustique, d'alerte, de communication, les réseaux de surveillance comme le SOSUS et les multiples unités de marine qui patrouillent la région et qui sont équipées de centaines de têtes nucléaires, permettent aux États-Unis d'utiliser un dispositif défensif important qui rend verrouillable l'ensemble de cet espace, dont ils sont en mesure de contrôler les clés d'ouverture et dont l'OTAN n'a jamais cherché à s'emparer, tout aussi surprenant que cela puisse paraître, bien que l'accès à un système de logistique efficace dans la région figure comme un des éléments essentiels de la stratégie de l'OTAN⁶⁷.

La présence de milliers de soldats, et la puissance des moyens matériels éparpillés sur l'ensemble de l'espace maritime et continental péninsulaire, ainsi que sur le territoire du Maroc qui depuis les années 70 a intensifié la coopération militaire avec les États-Unis au point de rivaliser avec la France dans ce domaine, voire même à la dépasser, offre aux Américains la possibilité de négocier en position de force, notamment de nous dire à nous Européens que ce sont eux qui ont à la fois les clés et la serrure de sûreté du vieux continent et qu'en cas de conflits avec un État ou des États européens, ils obtiendront gain de cause.

Cependant, dans la période actuelle de désordre naval, la gestion du versant Sud-Ouest européen et africain de l'Atlantique et la Méditerranée occidentale n'est pas une entreprise facile. Le fait de pouvoir compter sur des alliés solides et bien équipés est donc primordial pour les Américains, cela accroît leur possibilité de gérer ce qui est actuellement ingérable.

Bien qu'il ne soit pas question pour nous de ramener les relations entre les États-Unis et l'Espagne uniquement à des relations de dépendance, nous sommes tentés de dire que les dispositions espagnoles en vue du contrôle de la Méditerranée occidentale et du versant Sud-Ouest européen et africain de l'Atlantique offrent un surcroît d'efficacité à la mission de « *sea control* » dans la mesure où elles permettent un déploiement plus facile des unités de la sixième flotte en Méditerranée vers l'Atlantique et de celles de la deuxième flotte dans l'Atlantique vers la Méditerranée, et dans la mesure où elles augmentent les possibilités de surveillance des routes de communications atlantiques et méditerranéennes, et les possibilités de maîtrise de l'exploitation des richesses existantes dans les fonds marins.

66. Parmi les structures dépendantes du CNWS, celle qui produit davantage de réflexions de caractère prospectif est le *Strategic Studies Group* qui apparaît souvent comme un des éléments moteurs des changements survenus au niveau des conceptions stratégiques depuis l'entrée en fonction de Reagan. Voir F. D. KENNEDY, *op. cit.*

67. « Sealift Reinforcement of Nato », *National Defense*, avril 1983, *Naval War College Review*, sept/oct. 1982. *Revue de l'OTAN*, no 6, 1984.

En somme, le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne est un instrument supplémentaire de contrôle de l'espace atlantique et méditerranéen qui facilite la mise en place de dispositifs techniques de prévention susceptibles de reconnaître, suivre et surveiller les activités des unités de marine adverses, qui améliore l'efficacité et l'opérationnalité de la lutte anti-sous-marine, anti-aérienne, anti-navires de surface et anti-mines, et qui offre aux Américains des possibilités de repli en cas de défaite continentale sur un réduit qui leur permet en même temps de faire intervenir ces forces offensives contre l'ennemi.

Mais si le basculement vers le Sud apparaît comme une des pièces maîtresses du « *sea control* », mission de la marine américaine qui est définie officiellement comme l'habilité à garder les voies maritimes ouvertes aux navires alliés et à nier à l'ennemi la possibilité de poursuivre des opérations de contrôle maritime dans certaines régions et qui est la condition *sine qua non* pour faire intervenir les forces offensives de projection contre tout ennemi, il est également un instrument d'appui non négligeable du « *power projection* », mission qui comme le mot l'indique se définit comme la capacité de développer le déploiement des forces militaires et des engins basés en mer contre des objectifs situés sur le continent et/ou dans les régions côtières⁶⁸.

Le fait de pouvoir compter sur les forces armées orientées dans le sens d'une intervention vers le Sud renforce considérablement la capacité offensive des forces armées américaines présentes dans la région et particulièrement celles de la *Rapid Deployment Force*, force d'intervention qui compte parmi ses multiples fonctions, celle du contrôle et de la sauvegarde de l'approvisionnement des ressources existantes dans les fonds marins ainsi que celle de la surveillance des routes de communication maritime. Le type de soutien local induit par le basculement vers le Sud allège de façon considérable les problèmes des stocks logistiques, des réapprovisionnements en carburants pour avions et pour navires et les problèmes d'étirement des lignes de communication maritime, ce qui permet notamment aux Américains de compenser leur perte de contrôle sur la Méditerranée et de contourner les réticences qui opposent les opinions publiques européennes et certains gouvernements européens à l'implantation des missiles américains sur le vieux continent. Ce soutien qui est en partie complété par de multiples facilités concédées par le Maroc ainsi que par l'appui offert par les forces armées italiennes qui subissent également aujourd'hui une restructuration allant dans le sens de la concentration d'un maximum de moyens militaires au Sud et particulièrement en Sicile⁶⁹ augmente la capacité de mobilité et d'intervention des unités de la RDF présentes dans la région, en leur donnant notamment la possibilité de souscrire aux prévisions d'être sur le terrain des opérations éventuelles dans l'espace de temps le plus court et d'accroître les moyens de surveillance et d'encerclement aussi bien à l'intérieur du périmètre de l'OTAN qu'en dehors, notamment sur le Moyen-Orient et sur l'Asie du Sud-Ouest.

68. En termes navals « *Power Projection* », correspond à des bombardements et à des lancements d'attaques aériennes et terrestres provenant de la mer contre des cibles ennemis stationnées dans les ports ou contre des installations situées en bordure ou dans le continent. Voir : « US Naval Missions and Force Structure: A Critical Reappraisal », *Armed Forces and Society*, no 7, summer 1981; Budget Issues Papers, 1976, *op. cit.*

69. Le nouveau modèle de défense italien prévoit une augmentation des troupes et matériel militaire dans le Sud (Mezzogiorno et Sicile). Voir à ce sujet, l'enrichissant écrit de S. PALIDDA, « Les changements survenus dans la Défense italienne à partir des années 1970 », à paraître, *Revue Défense Nationale*, miméo CIRPES. Aux dires du ministre de la Défense italien, l'Italie et les États-Unis ont des intérêts vitaux communs dans le Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique. Voir *Italia International*, no 10, 1982.

Le basculement vers le Sud apparaît dans ce sens comme un moyen de renforcement de l'axe Jérusalem-Washington au détriment de l'axe Euro-Africain et Euro-Arabe, il n'est pas étranger à l'actuelle action du gouvernement socialiste qui donne à penser que l'on s'achemine vers une révision de la politique étrangère à l'égard d'Israël. Dès l'arrivée des socialistes au pouvoir à la fin de l'année 1982, il est question d'un rapprochement avec Israël, puis durant les années 83/84 d'un rétablissement des relations diplomatiques entre Madrid et Jérusalem, qui tarde pourtant à se concrétiser. Ceci est un changement important dans la politique étrangère de l'Espagne et dans la position du PSOE qui par le passé a vivement critiqué la politique israélienne au Moyen-Orient et qui durant l'été 1982 a même rejoint les partis sociaux démocrates suédois et autrichien pour demander l'expulsion du parti travailliste israélien de l'Internationale Socialiste.

En tant qu'instrument d'appui à la fois du « *sea control* » et du « *power projection* », le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne devient une sorte de tête de pont de la RDF, qui entrave les espoirs de construction d'une Europe véritablement européenne. En effet, si la nouvelle orientation stratégique des États-Unis matérialise comme nous l'avons vu sa contribution à la défense occidentale et à la défense de l'Europe, elle ne fait qu'accroître l'emprise des États-Unis sur cette dernière et limiter la marge d'autonomie de l'Espagne dans la définition de sa propre politique de sécurité. Ceci peut devenir un frein à toute volonté de participation active de l'ensemble des pays du vieux continent et en particulier de ceux de l'Europe méridionale avec les pays de la rive sud de la Méditerranée dans la construction d'un processus autonome d'émancipation à l'égard des deux grandes puissances.